



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

**N° : 2025-06-35**

Nombre de membres composant  
le Conseil Municipal : 32  
Membres en exercice : 32

**L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE 27 JUIN**

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation : 20 juin 2025

Date d'affichage : 20 juin 2025

**VOTE :**

Pour : 32

Contre : 0

Abstentions : 0

**Présents** : Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN- Adjoints au Maire  
Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Didier BELOT, Bernard CACACE, Patricia BIZOUERNE, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

**Absents et représentés** : Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Steve EGOUNLETI (pouvoir à Montasser CHARNI), Noëlle SULPIS (pouvoir à Arlette ACOCA), Gilbert MINELLI (pouvoir à Chantal RATEAU), Patricia DJOSSOUVI (pouvoir à Nicolas CUADRADO), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE), Nicolas RONDEPIERRE (pouvoir à Nathalie RIBEMONT)

**SECRÉTAIRE DE SEANCE** : Thomas VAUTRIN

**Objet :**

**VERSEMENT D'UNE PARTICIPATION FINANCIERE  
A L'ETABLISSEMENT PRIVE SOUS CONTRAT  
D'ASSOCIATION SAINT LOUIS/SAINTE CLOTILDE AU RAINCY  
POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2025**

**RAPPORTEUR : Marie-Thérèse CORDONNIER**

### **NOTE DE SYNTHÈSE :**

En application de l'article L.442-5 du Code de l'éducation et du principe de parité, les communes ont l'obligation de prendre en charge les dépenses de fonctionnement des classes des écoles privées sous contrat du premier degré, dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public.

Le Code de l'éducation, dans ses articles L.442-5 et suivants, expose les conditions pour lesquelles la participation de la commune aux dépenses de fonctionnement des établissements privés sous contrat est obligatoire (élève scolarisé dans une école privée sous contrat d'association située dans sa commune de résidence, élève scolarisé dans une école privée sous contrat d'association située hors de sa commune de résidence) et la nature des dépenses qui doivent obligatoirement être prises en charge par la commune de résidence de l'élève.

Accusé de réception en préfecture  
06/07/2025 à 10h36 DE  
Date de télétransmission : 07/07/2025  
Date de réception préfecture : 07/07/2025

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** la loi n° 2009-1312 du 28 octobre 2009,  
**VU** le Code de l'Education, notamment ses articles L. 442-5 et suivants,  
**VU** la circulaire n°2012-025 du 15 février 2012,  
**VU** la loi n°2019-791 du 26 juillet 2019,  
**VU** la délibération 2022-12-85 en date du 19 décembre 2022 relative à la convention entre la Ville du Raincy et l'établissement privé sous contrat d'association Saint Louis/Sainte Clotilde fixant la contribution du forfait communal pour les enfants raincéens,  
**VU** la liste des élèves maternels et élémentaires raincéens transmis par l'établissement privé sous contrat d'association Saint Louis/Sainte Clotilde pour l'année 2025,  
**VU** le Budget primitif de l'exercice 2025,

**CONSIDERANT** l'avis de la commission de la Vie municipale en date du 18 juin 2025,

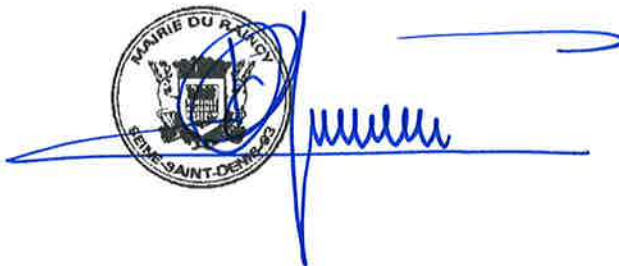
**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :**

**ARTICLE 1 : D'APPROUVER** le versement d'une participation financière de 50 628,00€ à l'établissement privé sous contrat d'association Saint Louis/Sainte Clotilde pour l'année scolaire 2024/2025 en application de la délibération 2022-12-85 en date du 19 décembre 2022 relative à la convention entre la Ville du Raincy et l'établissement privé sous contrat d'association Saint Louis/Sainte Clotilde fixant la contribution du forfait communal pour les enfants raincéens, la contribution du forfait communal à 1268,00€ par élève de maternelle raincéen et à 600,00€ par élève d'élémentaire raincéen.

**ARTICLE 2 : DE PRELEVER** les dépenses afférentes à cette délibération sur les crédits inscrits au chapitre 011 du Budget communal 2025.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an  
susdits (au registre suivent les signatures),  
**POUR EXTRAIT CONFORME**

**Jean-Michel GENESTIER,**  
**Le Maire**



La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture  
N° 2025-0672  
Date de réception : 07/07/2025  
Date de réception préfecture : 07/07/2025

La commune n'est cependant tenue d'assumer la prise en charge des dépenses de fonctionnement des classes élémentaires privées sous contrat d'association qu'en ce qui concerne les élèves domiciliés sur son territoire.

Pour les communes concernées, la participation aux dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement privés sous contrat du premier degré est calculée à hauteur des dépenses de fonctionnement consenties pour les écoles publiques. Les dépenses d'investissement sont exclues du calcul du forfait communal.

Par ailleurs, l'article R. 442-47 du Code de l'éducation dispose qu'en aucun cas, les avantages consentis par les collectivités publiques pour le fonctionnement des classes sous contrat d'association ne peuvent être proportionnellement supérieurs à ceux consentis par les mêmes collectivités et dans le même domaine aux classes de l'enseignement public correspondantes du même ressort territorial.

La loi n°2019-791 du 26 juillet 2019, dite « pour une école de la confiance », a abaissé l'âge de l'instruction obligatoire de 6 à 3 ans et emporte de fait l'obligation de financement des classes maternelles privées sous contrat, dans les mêmes conditions que les classes maternelles publiques.

Il y a également lieu de noter qu'aucun accord préalable du maire, qu'il s'agisse du maire de la commune de résidence ou, le cas échéant, du maire de la commune d'accueil, n'est exigé pour la scolarisation dans un établissement privé, conformément au principe de liberté de choix des parents garanti constitutionnellement.

En application de ces dispositions et par délibération 2022-12-85 en date du 19 décembre 2022, la Ville du Raincy a décidé de conventionner avec l'établissement privé sous contrat d'association Saint Louis/Sainte Clotilde pour une durée de 3 ans, renouvelable par tacite reconduction deux fois, en fixant la contribution du forfait communal à 1268,00€ par élève maternel raincéen et à 600,00€ par élève élémentaire raincéen.

Pour l'année scolaire 2024/2025, l'établissement privé sous contrat d'association Saint Louis/Sainte Clotilde a transmis le 23 mai 2025 la liste des 21 élèves maternels raincéens et des 40 élèves élémentaires raincéens scolarisés dans son établissement, ce qui représente une participation financière de 50 628,00€.